

Michel Davidov  
c/o CFDT-Culture  
61 rue de Richelieu  
75002 PARIS  
  
06 43 57 24 44  
michel.davidov@culture.gouv.fr

Ministère de la Culture  
Service des ressources humaines  
Bureau du dialogue social  
et de l'expertise statutaire  
182 rue Saint-Honoré  
75001 Paris cedex 01

Recommandé AR N°1A 106 250 6761 6

**Recours gracieux contre la décision individuelle relative à l'accès réservé à la titularisation dans le cadre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.**

Je soussigné(e),  
Nom : .Davidov      Prénom : Michel  
Service : ENSAD  
Adresse professionnelle : 61 rue de Richelieu, 75002 PARIS  
Téléphone professionnel : 06 43 57 24 44  
Courriel : michel.davidov@culture.gouv.fr

*conteste l'attestation du 11 / 09 / 2017 (copie jointe) par lequel vous m'informez de mon éligibilité au dispositif d'accès réservé à la titularisation dans le cadre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique.*

***Je conteste le niveau de fonction qui m'a été notifié.***

Dans la décision susmentionnée, vous me notifiez mon éligibilité au dispositif d'accès réservé à l'emploi titulaire pour un niveau de fonction de catégorie : B

Or, je conteste cette appréciation. Au vu des éléments énumérés ci dessous je justifie de l'exercice de missions de niveau de la catégorie A.

L'ensemble de mes contrats dont ceux produits et mentionnés ci-dessous, mentionnent de manière constante depuis mon entrée au ministère en février 1992 (avec continuité jusqu'à ce jour), le fondement juridique de l'article 4-2 de la loi N° 84-16 du 11 janvier 1984, ce qui établit clairement des contrats de catégorie A.

No 1



MINISTÈRE  
DE LA CULTURE

**ATTESTATION D'ÉLIGIBILITÉ A L'ACCES A  
L'EMPLOI TITULAIRE  
SAUVADET II**

Je soussignée, Madame Claire CHÉRIE, Cheffe du service des ressources humaines

Ministère de la Culture  
Secrétariat général  
Service des ressources humaines  
182, rue Saint-Honoré  
75 033 PARIS cedex 01

atteste que Monsieur Michel DAVIDOV

employé au sein de l'établissement :

**École nationale supérieure des arts décoratifs**  
31 rue d'Ulm 75240 Paris cedex 05

remplit les conditions d'éligibilité pour se présenter à un recrutement réservé organisé dans l'un des corps ouverts dans la catégorie

☐ A    ☐ B    ☐ C

A titre indicatif, les fonctions exercées sont susceptibles de relever du corps des **Enseignants des écoles d'art**

Cette attestation vaut **admission à concourir**. Elle ne vaut pas inscription. Il vous reviendra de vous inscrire individuellement dans les délais fixés par l'administration dans l'arrêté d'ouverture des futurs recrutements réservés.

En vertu des dispositions de l'article 4 du décret n°2012-631 du 3 mai 2012 pris en application de la loi citée en objet précise que **les agents ne peuvent se présenter qu'à un seul recrutement réservé ouvert au titre d'une même année civile d'ouverture du recrutement**.

Si vos fonctions ont évolué depuis le 31 mars 2011 (Sauvadet 1) ou depuis le 31 mars 2013 (Sauvadet 2), ou qu'elles évoluent d'ici l'organisation du recrutement réservé que vous aurez choisi, sachez que l'ancienneté exigée de 4 ans s'apprécie au regard de l'ancienneté acquise à la date de clôture des inscriptions aux recrutements réservés. Aussi, si vous exercez des fonctions relevant d'un autre niveau hiérarchique -il s'agit d'une modification ayant fait l'objet d'un nouveau contrat avec votre employeur- vous êtes susceptible de vous présenter à un recrutement relevant d'une catégorie autre que celle précisée plus haut. Dans ce cas, votre situation serait étudiée lors de votre inscription.

La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux et/ou contentieux. Le recours gracieux suspend le délai de recours contentieux.

Le recours gracieux est à déposer, dans les deux mois maximum suivant la notification de la présente décision, auprès du bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire du service des ressources humaines du ministère de la culture (adresse : 182 rue Saint-Honoré 75001 Paris cedex 01).

**DATE ET LIEU : Paris, le 11 septembre 2017**

**SIGNATURE :**

(cheffe de service des ressources humaines du secrétariat général)

La cheffe du service des ressources humaines

Claire CHÉRIE

**VISA de l'établissement ou du service :**



Marc Partouche

Directeur de l'École nationale supérieure  
des arts décoratifs

École  
nationale  
supérieure  
des Arts  
Décoratifs

N/Réf. : ST/MP  
Affaire suivie par : S.R.H.  
Poste : 97 19

Paris, le 13 septembre 2017

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint l'attestation d'éligibilité à l'accès à l'emploi titulaire relatif à SAUVADET II, établie par le Ministère de la Culture, en votre faveur.

Vous souhaitant bonne réception, recevez, , l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur de l'Ecole



Marc PARTOUCHE

N° 9

EnsAD  
École nationale supérieure  
des Arts Décoratifs

## FICHE DE POSTE

Catégorie ou équivalent : A

Localisation administrative :

31 rue d'Ulm 75005 Paris

Intitulé du poste :

Assistant(e) technique  
interactivité

Intitulé du service :

Direction des Services  
techniques

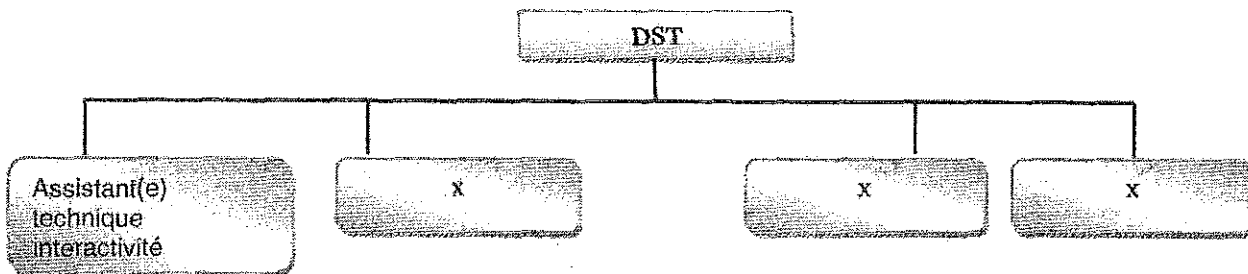
**Finalité de la fonction :** L'assistant(e) de la recherche assure la mise en œuvre des opérations liées aux activités de l'atelier recherche.

### Missions :

Sous l'autorité du directeur des services techniques :

- met en œuvre les techniques adaptées d'installation et de fonctionnement, permettant de répondre aux exigences de chaque projet d'élève, traitement du signal, teste et participe au développement de produits électronique et informatique nouveaux ; conception de circuits et d'interfaçage ;
- ces techniques doivent pouvoir servir de soutien pour conseiller et aider les élèves dans leurs recherches et réalisations concernant leurs projets et grands projets dans les secteurs art espace, design objet, architecture d'intérieur, scénographie, ou dans bien d'autres domaines ;
- assure les mises en route quotidiennes et la maintenance (préventive et curative) ;
- évalue les ressources nécessaires (temps de travail et fournitures) ;
- participe à la mise en sécurité des espaces dévolus à son/ses ateliers ;
- transmet un savoir en fonction des techniques établis et concernant son domaine d'activité
- gère les stocks des matériels de l'atelier
- gère les jauges au sein de ses espaces suivant les normes d'accessibilité.

**Positionnement hiérarchique du poste (extrait de l'organigramme) :**



**Compétences et/ou qualifications requises :**

- Connaissance des règles de l'art dans les domaines concernés ;
- Maîtrise des outils bureautiques standards (word, excel, logiciels métiers, ...) ;
- Goût du travail en équipe, qualités relationnelles ;
- Rigueur, méthode et sens de l'organisation
- Ponctualité, disponibilité

Encadrement exercé effectivement : non ☒ oui ☐ Si oui, préciser le nombre d'agents :

**Responsabilités particulières à signaler :**

**Contraintes à signaler :**

- Amené(e) à travailler en dehors des horaires administratifs en journée continue
- Disponibilité, le cas échéant, pendant des périodes de fermeture de l'établissement
- Lieux de travail : l'EnsAD, et tout lieu choisi pour les manifestations de l'EnsAD, déplacements éventuels en France et à l'étranger

Déplacements : ☐ non ☒ exceptionnels ☐ fréquents

Conduite d'un véhicule de service : ☐ non ☒ oui

25

## MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Direction de  
l'administration générale

Service du personnel et  
des affaires sociales

Bureau des personnels  
administratifs

### DECISION D'AFFECTATION

La ministre de la culture et de  
la communication,

vu le décret du 4 juin 1997 relatif à la composition du Gouvernement ;

vu le décret n° 97-713 du 11 juin 1997 relatif aux attributions de la ministre de la culture et de la communication,

### DECIDE

Monsieur Michel DAVIDOV

est affecté à l'école nationale supérieure des arts décoratifs,

en qualité d'agent contractuel,

à compter du 15 juillet 1999.

Fait à Paris, le 21 JUL. 1999

Pour la ministre et par délégation,

Pour le Ministre et par délégation  
Pour le Directeur de l'Administration Générale empêché  
Le Chef du Service du Personnel  
et des Affaires Sociales



Alain BONHOMME

- **Pièce N° 1** : copie de la notification individuelle notification une éligibilité en catégorie B, en date du 11 septembre 2017.

- **pièce N° 2** : courrier d'embauche de l'ENSBA pour un contrat Ministère mentionnant expressément un poste de responsable de service, en date du 6 décembre 1991.

- **pièce N° 3** : note du directeur de l'ENSBA qui précise que mes fonctions sont, à compter 05/01/1994 "chargé des études techniques et des travaux neuf. Il gère les budgets d'investissement correspondant". Il s'agit là d'un emploi s'assimilant à un métier d'ingénieur, indiscutablement de catégorie A.

- **pièce N° 4** : décision du directeur de l'ENSBA, visée par le contrôle financier, de me charger en interne de la formation des agents à Internet (C'est l'époque où internet apparaît dans les établissements publics et il apparaît nécessaire de former les agents). Il s'agit là d'un travail de conception de formation et d'enseignement de cette formation, tâches de catégorie A.

- **pièce N° 5** : décision d'affectation à l'ENSAD à compter du 15 juillet 1999, ne mentionnant qu'une qualité "d'agent contractuel".

- **pièce N° 6** : nouveau contrat et qui n'est plus un contrat ministère mais a été transféré à l'ENSAD. Il mentionne un emploi d'assistant technique selon une nomenclature propre à l'établissement. L'indice est débloqué et est établi à l'indice 733, correspondant à une grille de catégorie A.

- **pièce N° 7** : cinquième contrat, avec l'ENSAD. Il s'agit cette fois d'un CDI, toujours à l'indice 733 « afférent à un 4<sup>e</sup> échelon de sa catégorie ». Mais cette « catégorie » n'est définie nulle part.

- **pièce N° 8** : avenant au précédent contrat portant l'indice à 754, confirmant bien l'évolution dans une grille de catégorie A.

- **pièce N° 9** : fiche de poste établie par l'ENSAD en 2011 : la première depuis mon affectation à cet établissement en 1999. Cette fiche de poste mentionne explicitement la catégorie A. Il y est fait mention de tâches de conception qui ressortent à la catégorie A.

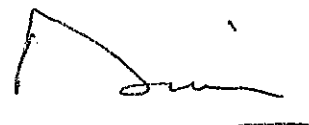
En fait, à l'ENSAD, sous une appellation générique, je suis chargé d'enseignements techniques et de conception de programmation informatique – même si cet enseignement n'a jamais été reconnu par l'ENSAD officiellement. Au sein de du département du design graphique et multimédia, je suis chargé de la conception d'abord d'applications logicielles répondant très spécifiquement au pilotage d'installations d'art contemporain, puis rapidement de l'interfaçage de l'espace physique avec les machines informatiques aux fin de répondre à des comportements de la part des machines en interactivité avec le public de l'œuvre. Cela conduit à la conception et à la réalisation de circuits électroniques apportant le traitement du signal convenable pour les souhaits de l'artiste. Le tout s'accompagne là aussi d'un enseignement de l'électronique en plus de l'algorithmique.

**pièce N° 10** : bulletins de salaire de :

-mars 2015, avril 2014, mars 2013, février 2012 et mai 2010 ; indiquant tous de façon constante une indemnisation des jours de CET au taux de 125,00 €, qui est le taux de la catégorie A

Je vous demande donc de bien vouloir procéder au retrait de la décision contestée ET d'édicter une nouvelle décision conforme à ma situation.

Fait à Paris le 26 octobre 2017



Michel Davidov

Copie à CFDT-Culture  
copie au SRH de l'ENSAD

## C O N T R A T

Entre les soussignés : Le Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs,

d'une part,

et

Monsieur Michel DAVIDOV

Né le 09/11/1957

N° S.S : 1 57 11 99 351 158 74

Demeurant : 83 Rue du Faubourg Saint Denis  
75010 PARIS

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1 : Définition du contrat**

Le contractant est engagé à temps complet, en application de l'article 4-2° de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, en qualité d'agent contractuel IM 618-733 de l'établissement. L'intéressé(e) exercera les fonctions d'assistant technique telles que fixées par la charte des assistants techniques approuvée par le comité technique paritaire de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs le 16 décembre 1998, annexée au présent contrat. Dans le respect de la législation en vigueur en matière de durée du temps de travail dans les établissements publics sous tutelle du Ministère de la Culture, l'exercice de ses fonctions se déroulera dans l'amplitude horaire de 9 heures à 22 heures.

**Article 2 : Durée du contrat**

Le présent contrat prend effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2003 pour une durée de 3 ans renouvelable par reconduction expresse.

**Article 3 : Rémunération**

La rémunération du contractant est fixée par référence à l'indice brut : 901 - majoré au 01/12/02 : 733 afférent au 4<sup>ème</sup> échelon de sa catégorie.

En cas d'exécution partielle la rémunération sera calculée au prorata du service effectué.

La rémunération fixée ci-dessus est exclusive de toute autre indemnité, sous réserve du versement des indemnités représentatives de frais en tant qu'elles correspondent à des dépenses réelles et dès lors qu'elles sont prévues par un texte réglementaire ainsi que les indemnités expressément prévues par un texte de portée générale.

**Article 4 : Protection sociale.**

En matière de congés, de couverture sociale, d'accident du travail, il sera fait application des dispositions dont bénéficient les agents non-titulaires de l'état soumis au régime général de la sécurité sociale. Le contractant sera affilié au régime complémentaire de retraite des agents non titulaires de l'Etat, l'IRCANTEC.

En outre, le contractant déclare avoir pris connaissance des dispositions du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non-titulaires de l'Etat pris pour application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (Journal Officiel du 19 janvier 1986) modifiée par la loi n° 87-588 du 30 juillet 1987, articles 76-77 auxquelles sont soumis les agents contractants.

.../...

MD

**Article 5 :** Les agents contractuels sont liés par l'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les faits dont ils sont appelés à avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Toute exploitation dans un but personnel de la documentation qu'ils seront appelés à utiliser ainsi que les travaux effectués dans le cadre de leurs attributions, notamment à des fins de publication, leur est interdite sans autorisation préalable du directeur de l'Ecole.

**Article 6 :** Toutes modifications professionnelles ou familiales, intervenant postérieurement à la déclaration souscrite à l'occasion du présent contrat, devront être communiquées aussitôt qu'elles se produiront à l'autorité hiérarchique. L'observation de cette prescription pourra entraîner la résiliation du contrat sans préjudice de la reprise des sommes qui ont pu être indûment perçues.

**Article 7 :** Les agents contractuels de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs sont soumis aux dispositions réglementaires en vigueur relatives aux cumuls d'emplois de rémunération et de retraite.

**Article 8 : Dispositions spéciales.**

Les services accomplis par le contractant dans le cadre des contrats conclus avec l'Etat (Ministère de la Culture) pour le même objet sont assimilés à des services effectués pour le compte de l'établissement public administratif de l'ENSAD pour la détermination de l'ancienneté exigée par certaines dispositions du décret n°83-86 du 17 janvier 1986 modifié, relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour application de l'article 7 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.

**Article 9 :**

Les contrats sont dispensés des droits d'enregistrement et de timbre. Les difficultés ou contestations, qui pourraient s'élever pour l'interprétation des clauses des contrats, sont d'abord soumises au directeur, puis, s'il y a lieu, jugées par le Tribunal administratif de Paris:

Fait à Paris,  
Le 18 SEP 2003

Le Directeur

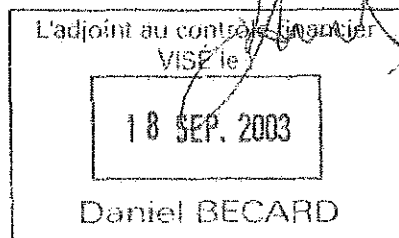
Le contractant  
(précédé de la mention manuscrite  
« Lu et approuvé »

*Lu et approuvé :*

Visa du Contrôleur Financier  
n°355

Le Directeur de l'Ecole,

*[Signature]*  
Patrick RAYNAUD





N° 7

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS DECORATIFS

Chapitre 641112

CONTRAT

Entre les soussignés : Le Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs,

d'une part,

et

Monsieur Michel **DAVIDOV**  
Né le 09/11/1957 à Tunis (Tunisie)  
Nationalité française  
N°S.S : 1 57 11 99 351 158 74  
Demeurant : 83, rue du Faubourg Saint-Denis  
75010 PARIS

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1 : Définition du contrat**

Le contractant est engagé à temps complet, en application de l'article 4-2° de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'état, et des articles 12 et 13 de la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique, en qualité d'agent contractuel IM 618-733 de l'établissement. L'intéressé(e) exercera les fonctions d'assistant technique à temps plein, telles que fixées par la charte des assistants techniques approuvée par le comité technique paritaire de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs le 16 décembre 1998. Dans le respect de la législation en vigueur en matière de durée du temps de travail dans les établissements publics sous tutelle du Ministère de la Culture, l'exercice de ses fonctions se déroulera dans l'amplitude horaire de 9 heures à 22 heures.

**Article 2 : Durée du contrat**

Le présent contrat, prend effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2006 pour une durée indéterminée.

**Article 3 : Rémunération**

a) La rémunération du contractant est fixée par référence à l'indice brut : 901 - majoré au 01.07.2006 : 733 afférent au 4<sup>ème</sup> échelon de sa catégorie.

b) En cas d'exécution partielle la rémunération sera calculée au prorata du service effectué. La rémunération fixée ci-dessus est exclusive de toute autre indemnité, sous réserve du versement des indemnités représentatives de frais en tant qu'elles correspondent à des dépenses réelles et dès lors qu'elles sont prévues par un texte réglementaire ainsi que les indemnités expressément prévues par un texte de portée générale.

.....  
MS

**Article 4 : Protection sociale.**

En matière de congés, de couverture sociale, d'accident du travail, il sera fait application des dispositions dont bénéficient les agents non-titulaires de l'état soumis au régime général de la sécurité sociale. Le contractant sera affilié au régime complémentaire de retraite des agents non titulaires de l'Etat, l'IRCANTEC.

En outre, le contractant déclare avoir pris connaissance des dispositions du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non-titulaires de l'Etat pris pour application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (Journal Officiel du 19 janvier 1986) modifiée par la loi n° 87-588 du 30 juillet 1987, articles 76-77 auxquelles sont soumis les agents contractants.

**Article 5 :** Les agents contractuels sont liés par l'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les faits dont ils sont appelés à avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Toute exploitation dans un but personnel de la documentation qu'ils seront appelés à utiliser ainsi que les travaux effectués dans le cadre de leurs attributions, notamment à des fins de publication, leur est interdite sans autorisation préalable du directeur de l'Ecole.

**Article 6 :** Toutes modifications professionnelles ou familiales, intervenant postérieurement à la déclaration souscrite à l'occasion du présent contrat, devront être communiquées aussitôt qu'elles se produiront à l'autorité hiérarchique. L'inobservation de cette prescription pourra entraîner la résiliation du contrat sans préjudice de la reprise des sommes qui ont pu être indûment perçues.

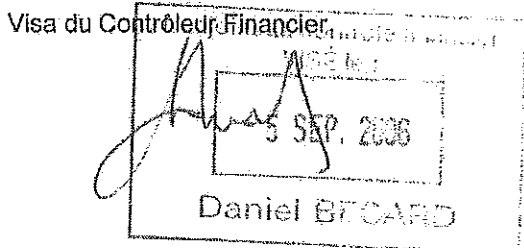
**Article 7 :** Les agents contractuels de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs sont soumis aux dispositions réglementaires en vigueur relatives aux cumuls d'emplois de rémunération et de retraite.

**Article 8 : Dispositions spéciales.**

Les services accomplis par le contractant dans le cadre des contrats conclus avec l'Etat (Ministère de la Culture) pour le même objet sont assimilés à des services effectués pour le compte de l'établissement public administratif de l'ENSAD pour la détermination de l'ancienneté exigée par certaines dispositions du décret n°83-86 du 17 janvier 1986 modifié, relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour application de l'article 7 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.

**Article 9 :** Les contrats sont dispensés des droits d'enregistrement et de timbre. Les difficultés ou contestations, qui pourraient s'élever pour l'interprétation des clauses des contrats, sont d'abord soumises au directeur, puis, s'il y a lieu, jugées par le Tribunal administratif de Paris.

Fait à Paris, le 21. Septembre 2006.



Le Directeur de l'ENSAD

Patrick RAYNAUD

Sous le n° 15-7

Le Contractant

précédé de la mention manuscrite : « Lu et approuvé »  
(et après avoir paraphé chaque page du présent contrat)

Lu et approuvé :

N° 8

MINISTÈRE DE LA CULTURE  
ET DE LA COMMUNICATION

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ecole Nationale Supérieure  
des Arts Décoratifs

IMPUTATION

Chapitre : 641  
Article : 6411  
Paragraphe : 641112

AVENANT N° 1

au contrat établi le 5 septembre 2006

à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2006

en faveur de Monsieur Michel DAVIDOV

en qualité d'agent contractuel (IM 618/734) faisant fonction d'assistant technique

auprès de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs.

Indice brut actuel : 901  
Indice majoré : 734

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le contrat susvisé est modifié comme suit :

ARTICLE 3. Rémunération.

Le contractant percevra une rémunération égale à celle afférente à l'indice brut : 927 - majoré (au 01-02-2007) : 754. La rémunération fixée ci-dessus est exclusive de tout autre indemnité, sous réserve le cas échéant du versement des indemnités représentatives de frais en tant qu'elles correspondent à des dépenses réelles et dès lors qu'elles sont prévues par un texte réglementaire ainsi que les indemnités expressément prévues par un texte de portée générale.

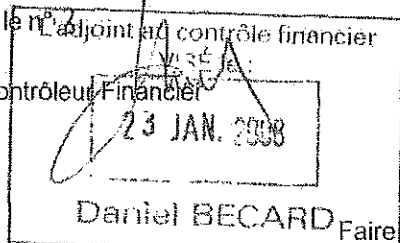
Le reste sans changement.

Fait à Paris, le 23 janvier 2008

Visé le

sous le n° 2 L'adjoint au contrôle financier

Le Contrôleur Financier



Le Directeur de l'Ecole,

Le directeur de l'établissement  
Patrick RAYNAUD

Le contractant

Faire précéder la signature de la mention  
"lu et approuvé"

lu et approuvé

A handwritten signature in dark ink, appearing to be "M. Davidov", written over a horizontal line.

N° 10

## ENSAD ECOLE NATIONALE SUP DES ARTS DECORATIFS

31 rue d'Ulm

75005 PARIS

SIRET 197534704 00014

APE/NAF 8542Z

Cotisations à URSSAF 75U0

Conv. coll. Sans convention

Indice 754

Niveau

Coefficient 100

Horaire 151,6700

Emploi Assistant technique IM619/734

Qualification

Département Traitement Pers. Technique

Catégorie Contractuel Etablissement

N° Séc.Soc. 1571199351158

74

Matricule 442

## BULLETIN DE PAIE

Période du 01/03/15 au 31/03/15

Paiement le 24/03/15 par Virement

M DAVIDOV Michel

83 Rue du Faubourg Saint-Denis

75010 PARIS

N°	Désignation	Nombre	Base	Part salariale		Retenue	Part patronale		Montants en Francs
				Taux	Gain		Taux	Retenue	
45	Traitement brut	754,000		463,029	3491,24				
69	Jours de repos non pris	20,000	125,000		2500,00				
	10 jrs pérenne								
	10 jrs historique								
86	Indemnité de résidence				104,74				
	Total Brut				6095,98				
2101	URSSAF Maladie		6095,980	0,750		45,72	12,800	780,29	
2102	URSSAF Vieillesse déplafonné		6095,980	0,300		18,29	1,800	109,73	
2201	URSSAF Vieillesse plafonné		3170,000	6,850		217,15	8,500	269,45	
2300	URSSAF Alloc. Familiales 5.25%		6095,980	0,000		0,00	5,250	320,04	
2400	URSSAF Accident du Travail		6095,980	0,000		0,00	1,700	103,63	
2616	URSSAF FNAL en totalité		6095,980	0,000		0,00	0,500	30,48	
4501	IRCANTEC Tr A		3170,000	2,640		83,69	3,960	125,53	
4531	IRCANTEC Tr B		2925,980	6,580		192,53	12,180	356,30	
5061	Contribution Solidarité F.P.		5538,600	1,000		55,39	0,000	0,00	
5900	URSSAF Taxe transport		6095,980	0,000		0,00	2,700	164,58	
7000	C.S.G. non déductible		5989,300	2,400		143,74	0,000	0,00	
7010	C.R.D.S.		5989,300	0,500		29,95	0,000	0,00	
7100	C.S.G. Déductible		5989,300	5,100		305,45	0,000	0,00	
7900	Contrib. Solidarité autonomie		6095,980	0,000		0,00	0,300	18,29	
	Total Cotisations					1091,91		2278,41	
8300	Indemnité de transport				30,48				

			Salaire brut	Charges salariales	Charges patronales	Avantages en nature	Net imposable	Net à payer
EUR	Période		6095,98	1091,91	2278,41	0,00	5177,76	5034,55
	Année		13287,94	2455,05	4973,73	0,00	11211,50	Euros
FRF	Période		39967,01	7162,46	14945,39	0,00	33963,88	33024,48
	Année		87163,17	16104,07	32625,53	0,00	73542,62	Francs

Ce bulletin est établi en Euros . Les valeurs exprimées en Francs sont indicatives, calculées au taux de 6,55957 Pour vous aider à faire valoir vos droits, conservez ce bulletin de paie sans limitation de durée Sage

75005 PARIS

Période du 01/04/14 au 30/04/14

Paiement le 24/04/14 par Virement

SIRET 197534704 00014

APE/NAF 8542Z

Cotisations à URSSAF 75U0

Conv. coll. Sans convention

Indice 754

Niveau

Coefficient 100

Horaire 152,0000

Emploi Assistant technique IM619/734

Qualification

M DAVIDOV Michel

Département Traitement Pers. Technique

Catégorie Contractuel Etablissement

83 Rue du Faubourg Saint-Denis

N° Séc.Soc. 1571199351158 74

75010 PARIS

Matricule 442

N°	Désignation	Nombre	Base	Taux	Part salariale Gain	Retenue	Part patronale Taux	Retenue	Montants en Francs
45	Traitement brut	754,000		463,029	3491,24				
69	Jours de repos non pris	10,000	125,000		1250,00				
70	Ind. GIPA - Non titulaires				2208,57				
86	Indemnité de résidence				104,74				
Total Brut					7054,55				
2101	URSSAF Maladie		7054,550	0,750		52,91	12,800	902,98	
2102	URSSAF Vieillesse déplafonné		7054,550	0,250		17,64	1,750	123,45	
2201	URSSAF Vieillesse plafonné		3129,000	6,800		212,77	8,450	264,40	
2202	URSSAF F.N.A.L. plafonné 0.10%		3129,000	0,000		0,00	0,100	3,13	
2203	URSSAF F.N.A.L. plafonné 0.40%		3129,000	0,000		0,00	0,400	12,52	
2300	URSSAF Alloc. Familiales 5.4%		7054,550	0,000		0,00	5,250	370,36	
2400	URSSAF Accident du Travail		7054,550	0,000		0,00	1,700	119,93	
2600	URSSAF F.N.A.L. au dess plafond		3925,550	0,000		0,00	0,500	19,63	
4501	IRCANTEC Tr A		3129,000	2,540		79,48	3,800	118,90	
4531	IRCANTEC Tr B		3925,550	6,380		250,45	11,980	470,28	
5061	Contribution Solidarité F.P.		6441,300	1,000		64,41	0,000	0,00	
5900	URSSAF Taxe transport		7054,550	0,000		0,00	2,700	190,47	
7000	C.S.G. non déductible		6931,095	2,400		166,35	0,000	0,00	
7010	C.R.D.S.		6931,095	0,500		34,66	0,000	0,00	
7100	C.S.G. Déductible		6931,095	5,100		353,49	0,000	0,00	
7900	Contrib. Solidarité autonomie		7054,550	0,000		0,00	0,300	21,16	
Total Cotisations						1232,16		2617,21	
8300	Indemnité de transport				29,20				

		Salaires brut	Charges salariales	Charges patronales	Avantages en nature	Net imposable	Net à payer
EUR	Période	7054,55	1232,16	2617,21	0,00	6023,40	5851,59
	Année	17842,49	3251,25	6631,93	0,00	15099,63	Euros
FRF	Période	46274,81	8082,44	17167,77	0,00	39510,91	38383,91
	Année	117039,06	21326,80	43502,61	0,00	99047,08	Francs

**MINISTERE DE LA CULTURE - ENSAD**

31 rue d'Ulm

75005 PARIS

SIRET 197534704 00014 APE/NAF 8542Z

Cotisations à URSSAF 75U0

Conv. coll. Sans convention

Indice 754

Niveau

Coefficient 100

Horaire 152,0000

Emploi Assistant technique IM619/734

Qualification

Département Traitement Pers. Technique

Catégorie Contractuel Etablissement

N° Séc.Soc. 1571199351158 74

Matricule 442

**BULLETIN DE PAIE**

Période du 01/03/13 au 31/03/13

Paiement le 31/03/13 par Virement

M DAVIDOV Michel

83 Rue du Faubourg Saint-Denis

75010 PARIS

N°	Désignation	Nombre	Base	Taux	Part salariale		Part patronale		Montants en Francs
					Gain	Retenue	Taux	Retenue	
45	Traitement brut	754,000		463,029	3491,24				
69	Jours de repos non pris	4,000	125,000		500,00				
86	Indemnité de résidence				104,74				
	<b>Total Brut</b>				<b>4095,98</b>				
2101	URSSAF Maladie		4095,980	0,750		30,72	12,800	524,29	
2102	URSSAF Vieillesse déplafonné		4095,980	0,100		4,10	1,600	65,54	
2201	URSSAF Vieillesse plafonné		3086,000	6,750		208,31	8,400	258,22	
2202	URSSAF F.N.A.L. plafonné 0.10%		3086,000	0,000		0,00	0,100	3,09	
2203	URSSAF F.N.A.L. plafonné 0.40%		3086,000	0,000		0,00	0,400	12,34	
2300	URSSAF Alloc. Familiales 5.4%		4095,980	0,000		0,00	5,400	221,18	
2400	URSSAF Accident du Travail		4095,980	0,000		0,00	1,700	69,63	
2600	URSSAF F.N.A.L. au dess. plafond		1009,980	0,000		0,00	0,500	5,05	
4501	IRCANTEC Tr A		3086,000	2,450		75,61	3,680	113,56	
4531	IRCANTEC Tr B		1009,980	6,230		62,92	11,830	119,48	
5061	Contribution Solidarité F.P.		3714,320	1,000		37,14	0,000	0,00	
5900	URSSAF Taxe transport		4095,980	0,000		0,00	2,600	106,50	
7000	C.S.G. non déductible		4024,300	2,400		96,58	0,000	0,00	
7010	C.R.D.S.		4024,300	0,500		20,12	0,000	0,00	
7100	C.S.G. Déductible		4024,300	5,100		205,24	0,000	0,00	
7900	Contrib. Solidarité autonomie		4095,980	0,000		0,00	0,300	12,29	
	<b>Total Cotisations</b>					<b>740,74</b>		<b>1512,17</b>	
8300	Indemnité de transport				28,33				

EUR	Période	Salaires brut	Charges salariales	Charges patronales	Avantages en nature	Net imposable	Net à payer
		Année	Année	Année	Année	Année	
		4095,98	740,74	1512,17	0,00	3471,94	3383,57
		11287,94	2063,56	4169,21	0,00	9546,00	Euros
FRF	Période	26867,87	4850,94	9919,18	0,00	22774,43	22194,76
	Année	74044,03	13538,07	27348,22	0,00	62617,66	Francs

Ce bulletin est établi en Euros. Les valeurs exprimées en Francs sont indicatives, calculées au taux de 6.55957. Pour vous aider à faire valoir vos droits, conservez ce bulletin de paie sans limitation de durée. Sage

Période du 01/02/12 au 29/02/12

Palement le 29/02/12 par Virement

SIRET 197534704 00014 APE/NAF 85422

Cotisations à URSSAF 75U0  
Conv. coll. Sans convention

Indice 754 Niveau  
Coefficient 100 Horaire 152,0000

Emploi Assistant technique IM619/734

Qualification

Département Traitement Pers. Technique

Catégorie Contractuel Etablissement

M DAVIDOV Michel

83 Rue du Faubourg Saint-Denis

N° Séc.Soc. 1571199351158 74

75010 PARIS

Matricule 442

N°	Désignation	Nombre	Base	Taux	Part salariale Gain	Retenue	Part patronale Taux	Retenue	Montants en Francs
45	Traitement brut	754,000		463,029	3491,24				
68	Jours de repos non pris	4,000	125,000		500,00				
86	Indemnité de résidence				104,74				
Total Brut					4095,98				
2101	URSSAF Maladie		4095,980	0,750		30,72	12,800	524,29	
2102	URSSAF Vieillesse déplaçonné		4095,980	0,100		4,10	1,800	65,54	
2201	URSSAF Vieillesse plaçonné		3031,000	6,650		201,56	8,300	251,57	
2202	URSSAF F.N.A.L. plaçonné 0.10%		3031,000	0,000		0,00	0,100	3,03	
2203	URSSAF F.N.A.L. plaçonné 0.40%		3031,000	0,000		0,00	0,400	12,12	
2300	URSSAF Alloc. Familiales 5.4%		4095,980	0,000		0,00	5,400	221,18	
2400	URSSAF Accident du Travail		4095,980	0,000		0,00	1,700	69,63	
2600	URSSAF F.N.A.L. au dess plaçonné		1064,980	0,000		0,00	0,500	5,32	
4501	IRCANTEC Tr A		3031,000	2,350		71,23	3,530	106,99	
4531	IRCANTEC Tr B		1064,980	6,100		64,96	11,700	124,60	
5061	Contribution Solidarité F.P.		3723,410	1,000		37,23	0,000	0,00	
5900	URSSAF Taxe transport		4095,980	0,000		0,00	2,600	106,50	
7000	C.S.G. non déductible		4024,300	2,400		96,58	0,000	0,00	
7010	C.R.D.S.		4024,300	0,500		20,12	0,000	0,00	
7100	C.S.G. Déductible		4024,300	5,100		205,24	0,000	0,00	
7900	Contrib. Solidarité autonomie		4095,980	0,000		0,00	0,300	12,29	
Total Cotisations						731,74		1503,06	
8300	Indemnité de transport				25,81				

		Salaires brut	Charges salariales	Charges patronales	Avantages en nature	Net imposable	Net à payer
EUR	Période	4095,98	731,74	1503,06	0,00	3480,94	3391,05
	Année	7691,96	1384,79	2823,12	0,00	6526,33	Euros
FRF	Période	26867,87	4799,90	9859,43	0,00	22833,47	22243,83
	Année	50455,95	9083,63	18518,45	0,00	42869,92	Francs

**MINISTERE DE LA CULTURE - ENSAD**

31 rue d'Ulm

75005 PARIS

SIRET 197534704 00014

APE/NAF 8542Z

Cotisations à URSSAF 75U0

Conv. coll. Sans convention

Indice 754

Niveau

Coefficient 100

Horaire 152,0000

Emploi Assistant technique IM619/734

Qualification

M DAVIDOV Michel

Département Traitement Pers. Technique

Catégorie Contractuel Etablissement

83 Rue du Faubourg Saint-Denis

N° Séc.Soc. 1571199351158 74

75010 PARIS

Matricule 442

**BULLETIN DE PAIE**

Période du 01/05/10 au 31/05/10

Paiement le 25/05/10 par Virement

N°	Désignation	Nombre	Base	Taux	Part salariale Gains	Retenue	Part patronale Taux	Retenue	Montants en Francs
45	Traitement brut	754,00		460,726	3473,87				
69	Jours de repos non pris	4,00	125,000		500,00				
86	Indemnité de résidence				104,22				
	<b>Total Brut</b>				<b>4078,09</b>				
2101	URSSAF Maladie		4078,090	0,750		30,59	12,800	522,00	
2102	URSSAF Vieillesse déplaçonné		4078,090	0,100		4,08	1,600	65,25	
2201	URSSAF Vieillesse plafonné		2885,000	6,650		191,85	8,300	239,46	
2202	URSSAF F.N.A.L. plafonné		2885,000	0,000		0,00	0,100	2,89	
2300	URSSAF Alloc. Familiales 5,4%		4078,090	0,000		0,00	5,400	220,22	
2400	URSSAF Accident du Travail		4078,090	0,000		0,00	1,600	65,25	
2600	URSSAF F.N.A.L. déplaçonné		4078,090	0,000		0,00	0,400	16,31	
4501	IRCANTEC Tr A		2885,000	2,250		64,91	3,380	97,51	
4531	IRCANTEC Tr B		1193,090	5,950		70,99	11,550	137,80	
5061	Contribution Solidarité F.P.		3715,670	1,000		37,16	0,000	0,00	
5900	URSSAF Taxe transport		4078,090	0,000		0,00	2,600	106,03	
7000	C.S.G. non déductible		3955,747	2,400		94,94	0,000	0,00	
7010	C.R.D.S.		3955,747	0,500		19,78	0,000	0,00	
7100	C.S.G. Déductible		3955,747	5,100		201,74	0,000	0,00	
7900	Contrib. Solidarité autonomie		4078,090	0,000		0,00	0,300	12,23	
	<b>Total Cotisations</b>					<b>716,04</b>		<b>1484,95</b>	
8300	Indemnité de transport				23,94				

		Salaire brut	Charges salariales	Charges patronales	Avantages en nature	Net imposable	Net à payer
EUR	Période	4078,09	716,04	1484,95	0,00	3476,77	3385,99
	Année	17246,85	1949,57	6285,18	0,00	15782,43	Euros
FRF	Période	26750,52	4696,91	9740,63	0,00	22806,12	22210,64
	Année	113131,92	12788,34	41228,08	0,00	103525,95	Francs

Ce bulletin est établi en Euros. Les valeurs exprimées en Francs sont indicatives, calculées au taux de 6,55957. Pour vous aider à faire valoir vos droits, conservez ce bulletin de paie sans limitation de durée. Sage



Paris, le 6 décembre 1991

Monsieur,



Suite à notre entrevue du 2 décembre, j'ai le plaisir de vous faire connaître que j'ai retenu votre candidature pour le poste de responsable du service intérieur de l'Ecole des Beaux-Arts.

Vous voudrez bien vous mettre en rapport avec Monsieur Yannick Loué pour établir votre dossier, signer votre contrat et convenir de la date de votre prise de fonctions à l'Ecole.

Dans l'attente d'avoir le plaisir de vous accueillir au sein de notre établissement, je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

*Cordialement.*

Yves Michaud

*P.S. Je vous prie de vous adresser M. Loué en ligne.  
Je vous demande seulement de poursuivre la démarche.*

Monsieur Michel Davidov  
83, rue du Faubourg Saint-Denis  
75010- Paris

(énsb-a)

Paris, le 5 janvier 1994



**NOTE A**  
**TOUS LES MEMBRES DU PERSONNEL DE L'ENSB-A**

Le service Bâtiment, Maintenance et Sécurité a été remanié de telle sorte que c'est désormais Marc Farthouat qui assure les fonctions de chef de service avec autorité hiérarchique sur tous les membres du service.

Michel Davidov est chargé des études techniques et des travaux neufs. Il gère les budgets d'investissements correspondants. Il est directement rattaché à la direction et assiste aux réunions de direction, tout comme Marc Farthouat.

Merci de prendre ces changements en considération.

  
Yves Michaud

**(énsb-a)**

DECISION

Le directeur de l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts ;

VU le décret n° 93-171 du 2 février 1993 modifiant le décret n° 56.585 du 12 juin 1956, portant fixation du système de rétribution des personnels non fonctionnaires assurant à titre d'occupation accessoire une tâche d'enseignement,

VU le décret n° 84-968 du 26 octobre 1984 portant organisation de l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts ;

VU le décret du Président de la République en date du 27 janvier 1996 portant nomination de M. Alfred PACQUEMENT aux fonctions de directeur de l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts ;

VU l'arrêté en date du 17 décembre 1996 portant approbation du projet de budget primitif de l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts pour 1997 ;

Culture

DECIDE

**Article I :** monsieur Michel DAVIDOV, responsable des études techniques et des travaux neufs à l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, est chargé d'une formation au réseau Internet qui se déroulera au sein de l'établissement durant le mois d'octobre 1997.

**Article II :** en contrepartie de ses prestations pédagogiques, l'intéressé percevra une rémunération globale brute de **1439,10 F** (mille quatre cent trente neuf francs et dix centimes) correspondant à **9 heures au taux de 159,90 F** (taux DAG pour les formateurs occasionnels internes au 1er octobre 1997).

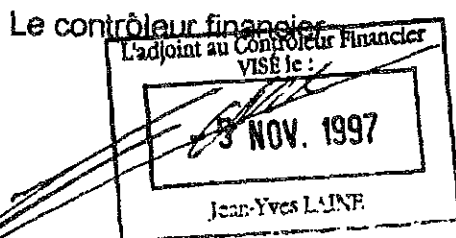
**Article III :** Cette dépense sera imputée sur le compte 6452 "Rémunérations diverses" du budget de l'exercice 1997.

**Article IV :** Le directeur-adjoint et l'agent comptable de l'école sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Paris, le 27 octobre 1997

(énsb-a)

14, RUE BONAPARTE  
75272 PARIS CEDEX 06  
TEL (33) 01 47 03 50 00  
FAX (33) 01 47 03 50 80  
<http://www.ensb.fr>



Le directeur

LE DIRECTEUR ADJOINT  
ET ADMINISTRATEUR

YANNICK LOUË